LES MODÈLES POLITIQUES POUR FAIRE L'EUROPE

L’Internationale démocrate-chrétienne

Philippe CHENAUX

RÉSUMÉ

Les Nouvelles Équipes internationales (NEI), constituées à Liège en 1947, et les rencontres qui réunirent à Genève dans le plus grand secret, entre 1947 et 1955, les principaux dirigeants de la démocratie chrétienne européenne occidentale ont constitué des lieux d’échanges et de dialogue importants. Dans le contexte de la guerre froide naissante, elles ont joué le rôle d’une Internationale de la démocratie chrétienne « avant la lettre » qui a « facilité » l’avancement du processus d’intégration européenne.

Monument Robert-Schuman Scy-Chazelles.

La première tentative d’organiser les forces de la démocratie chrétienne au plan transnational remonte au milieu des années vingt avec la création à Paris en décembre 1925 d’un Secrétariat international des partis démocratiques d’inspiration chrétienne (SIPDIC) par Luigi Sturzo et ses amis du Parti démocrate populaire (PDP). Emporté par la vague montante des totalitarismes, il est remplacé au début de la guerre par une Union internationale démocrate-chrétienne organisée autour du groupe londonien *People and Freedom.* En 1945, un Service d’information démocrate-chrétienne est, semble-t-il, mis sur pied en vue de préparer l’après-guerre. Une première conférence internationale des dirigeants des partis démocratiques européens d’inspiration chrétienne est convoquée à Lucerne à la fin février 1947 à l’initiative du Parti conservateur suisse. Tandis que les Suisses, soutenus par les Autrichiens et les Italiens, souhaitent la mise sur pied d’une « entente organique entre les partis

de même inspiration », les Belges avec l'appui des Hollandais et surtout des Français l'excluent absolument, préférant à cette dernière une forme d'association plus souple réunissant plus des personnalités que des partis. Le congrès fondateur de Chaudfontaine près de Liège (31 mai-2 juin 1947) marque le triomphe de la thèse belge. Les Nouvelles Équipes internationales (NEI) alors créées ont pour but « d'établir des contacts réguliers entre personnalités sociales d'inspiration démocrate populaire ». Le Mouvement républicain populaire (MRP) refuse d'y adhérer comme parti à la différence des autres formations européennes. Le deuxième congrès tenu à Luxembourg à la fin janvier 1948 représente une date importante dans la brève histoire des NEI. Une délégation allemande conduite par l'ancien bourgmestre de Cologne (et futur chancelier de la République fédérale) Konrad Adenauer y est accueillie pour la première fois. « La solution du problème allemand dépend de la restauration générale de l'Europe, et réciproquement. Pour atteindre ces deux buts solidaires, il faut avant tout retrouver ou préserver la fidélité à l'héritage de la civilisation chrétienne », lit-on dans la motion finale du congrès. Après avoir adhéré au Comité de coordination des mouvements européens, les NEI participent de plein droit au grand congrès de l'Europe tenu à La Haye en mai 1948. Elles n'y jouent pas un rôle en vue, leur porte-parole, le Hollandais Emmanuel Sassen, se contentant de proposer, lors de l'ultime session, la mise en place d'institutions limitées dans des domaines spécifiques, mais dotées d'une « réelle autorité ». Le troisième congrès, tenu trois mois plus tard dans la même capitale hollandaise sur le thème « l'unification politique et économique de l'Europe », laisse apparaître de profondes divergences entre un courant fédéraliste (minoritaire) et un courant unioniste (majoritaire). Le congrès se prononce « pour la convocation d'une Assemblée européenne » de nature « purement consultative sans pouvoir de décision, ni de législation » dans la ligne des projets gouvernementaux en gestation. En octobre 1948, les NEI s'associent à la fondation du Mouvement européen dans le but d'y faire contrepoids à l'influence jugée prédominante des socialistes. L'élection à la présidence du Belge August van Schryver, un modéré qui succède au Français Robert Bichet, confirme ce tournant conservateur l'année suivante. Porté par les espérances sociales de la Libération, le mouvement s'était voulu jusqu'alors une force de proposition et de progrès au-delà des clivages traditionnels. Dans les années cinquante, les NEI soutiennent résolument la politique d'intégration européenne mise en œuvre par les Schuman, De Gasperi et Adenauer, sans pour autant devenir cette sorte de « Kominform » chrétien dont avaient rêvé certains à la suite de la promulgation, par le Vatican, d'un décret interdisant toute collaboration avec le communisme. Les efforts de relance dans ce sens entrepris par le nouveau secrétaire général de la Démocratie chrétienne italienne, Aminfore Fanfani, au lendemain de l'échec de la CED devant le Parlement français, n'y changent rien. Il faut attendre le milieu des années soixante pour voir le mouvement, après le transfert de son secrétariat de Paris à Rome, achever sa mutation en une véritable Union démocrate-chrétienne européenne (UEDC) lors du congrès de Taormina en décembre 1965.

Les scrupules d'autonomie du MRP et d'autres formations comme le PSC belge, d'un côté, les divergences doctrinales et stratégiques entre conservateurs et chrétiens-sociaux de l'autre, empêchèrent, dans l'après-guerre, la mise sur pied d'une véritable coopération organique au niveau des appareils. Une réelle forme de solidarité transnationale n'en a pas moins existé entre les dirigeants de ces formations dans les débuts de la guerre froide. Les NEI et plus encore les rencontres qui réunirent à Genève dans le plus grand secret, à raison de trois ou quatre sessions par an entre 1947 et 1955, les principaux dirigeants de la démocratie chrétienne européenne occidentale ont constitué des lieux d'échanges et de dialogue importants. À partir de 1951, cette solidarité s'installe au plus haut niveau avec le triumvirat Adenauer-Schuman-De Gasperi. Sans vouloir mythifier les relations entre les trois hommes d'État bien conscients des intérêts de leurs nations respectives, force est de reconnaître qu'elles prennent un tour personnel qui facilite la résolution des problèmes et l'avancement de la négociation à l'échelle européenne. S'agissant de l'attitude du Vatican, il convient de noter la grande prudence du pape dans ses encouragements publics. Le seul message de Pie XII aux NEI date d'avril 1957 et encore ne s'agissait-il que d'un bref passage d'une allocution prononcée lors d'une audience générale. L'intérêt de l'Église n'était pas d'insister sur la constitution d'une force interpartis marquée du point de vue confessionnel, mais davantage de promouvoir la collaboration de toutes les forces politiques en vue de la défense de la civilisation chrétienne occidentale. Quant au rôle de cette coopération transnationale des partis démocrates-chrétiens dans le processus d'intégration

européenne, il est loin d'être négligeable même s'il convient de ne pas le majorer indûment. Les congrès des NEI et les rencontres de Genève, sans avoir eu d'incidence « directe » sur les négociations au niveau gouvernemental, ont « facilité » et « encouragé » ce processus. En ce sens, ils ont joué le rôle d'une Internationale de la démocratie chrétienne « avant la lettre ».

BIBLIOGRAPHIE

CHENAUX, Philippe, *Une Europe vaticane ? Entre le plan Marshall et les traités de Rome*, Bruxelles, CIACO, 1990.

DURAND, Jean-Dominique (dir.), *Le Nouvelles Équipes internationales. Un movimento cristiano per una nuova Europa*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2007, 2 vol.

GEHLER, M., KAISER, W. (dir.), *Transnationale Parteienkooperation des europäischen Christendemokraten. Dokumente 1945-1965. Coopération transnationale des partis démocrates-chrétiens en Europe : Documents 1945-1965*, Munich, Saur, 2004.

PAPINI, Roberto, *L'Internationale démocrate-chrétienne. La coopération internationale entre les démocrates-chrétiens de 1925 à 1986*, Paris, Cerf, 1988.

Source URL:
https://ehne.fr/encyclopedie/thématiques/l'europe-politique/les-modèles-politiques-pour-faire-l'europe/l'internationale-démocrate-chrétienne